

nés, pour la première fois à trois cents livres, et pour la seconde, à mille livres d'amende, solidairement avec ceux qui occuperont les appartemens employés à cet usage.

Trr. II, art. 36. Ceux qui tiendront des maisons de jeux de hasard où le public serait admis, soit librement, soit sur la présentation des affiliés, seront punis d'une amende de mille à trois mille livres, avec confiscations des fonds trouvés au jeu, et d'un emprisonnement qui ne pourra excéder un an. L'amende, en cas de récidive, sera de cinq mille à dix mille livres; et l'emprisonnement ne pourra excéder deux ans, sans préjudice de la solidarité pour les amendes qui auraient été prononcées par la police municipale contre les propriétaires et principaux locataires, dans les cas et aux termes de l'article 7 du titre 1^{er} du présent décret.

(219) DÉCR. 19-22 juil. 1791, relatif à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle, tit. II.

ART. 27. Tous ceux qui, dans l'adjudication de la propriété ou de la location, soit des domaines nationaux, soit de tous autres domaines appartenant à des communautés ou à des particuliers, troubleraient la liberté des enchères, ou empêcheraient que les adjudications ne s'élevassent à leur véritable valeur, soit par offre d'argent, soit par des conventions frauduleuses, soit par des violences ou voies de fait exercées avant ou pendant les enchères, seront punis d'une amende qui ne pourra excéder cinq cents livres, et d'un emprisonnement qui ne pourra excéder une année.—La peine sera double en cas de récidive.

DÉCR. 24 avril 1793, relatif à la vente des meubles et immeubles provenant des émigrés, et autres effets nationaux.

ART. 12. Ceux qui troubleraient la liberté des enchères, ou empêcheraient que les adjudications ne s'élevassent à leur véritable valeur, soit par offre d'argent ou par des conventions frauduleuses, soit par des violences ou voies de fait exercées avant, pendant ou à l'occasion des enchères, seront poursuivis et punis d'une amende qui ne pourra être au-dessous de cinq cents livres, et d'un emprisonnement qui ne pourra être moindre de six mois. Ces peines pourront être portées à une amende de dix mille livres, et à deux années de détention, suivant la gravité des circonstances:

primera vez á trescientas libras, y por la segunda, á mil libras de multa, de mancomun con los que ocuparen los aposentos destinados á este objeto.

Trr. II, art. 36. Los que tengan casas de juego de azar donde el público sea admitido, ya libremente ó ya mediante la presentacion de los afiliados, serán castigados con una multa de mil á tres mil libras, confiscacion de los fondos que se encuentren en el juego, y con una prision que no podrá pasar de un año. La multa en caso de reincidencia, será de cinco mil á diez mil libras, y la prision no podrá exceder de dos años; sin perjuicio de la responsabilidad mancomunada con respecto á las multas que hubiere impuesto la policía municipal contra los propietarios ó principales locatarios, en los casos y términos del artículo 7 del título I del presente decreto.

(219) DÉCR. 19-22 de Julio de 1791, relativo á la organizacion de una policia municipal y correctional, tit. II.

ART. 27. Todos los que, en la adjudicacion de la propiedad ó de los arrendamientos, sea de los dominios nacionales ó cualesquiera otros dominios que pertenezcan á comunidades ó á particulares, turbaren la libertad de las pujas ó impidieren que las adjudicaciones lleguen á su verdadero valor, ya ofreciendo dinero, ya por convenios fraudulentos ó ya por medio de violencias ó vías de hecho ejercidas antes ó durante las pujas, se castigarán con una multa que no podrá exceder de quinientas libras y con prision que no podrá pasar de un año.—La pena será doble en caso de reincidencia.

DÉCR. de 24 de Abril de 1793, relativo á la venta de muebles é inmuebles, procedentes de emigrados y demas efectos nacionales.

ART. 12. Los que entorpecieren la libertad de las pujas ó impidieren que las adjudicaciones suban á su verdadero valor, ya por ofertas de dinero ó por convenios fraudulentos, ó ya por medio de violencias ó vías de hecho ejercidas antes, durante ó con motivo de las pujas, serán perseguidos y castigados con una multa que no podrá ser menor de quinientas libras, y con una prision que tampoco será menor de seis meses.—Estas penas podrán llegar á una multa de diez mil libras y á dos años de detencion, segun la gravedad de las circunstancias: dichas penas se aplican así co-

elles seront prononcées, ainsi que celles portées en l'article précédent, par voie de police correctionnelle.

(220) L. 22 germ. an XI [12 avril 1803], relative aux manufactures, fabriques et ateliers.

ART. 5. La peine de la contravention aux réglemens d'administration publique, relatif aux produits des manufactures françaises qui s'exporteront à l'étranger, sera une amende qui ne pourra excéder trois mille francs, et la confiscation des marchandises; les deux peines pourront être prononcées cumulativement ou séparément, selon les circonstances.

(221) L. 22 germ. an XI [12 avril 1803], relative aux manufactures, fabriques et ateliers.

ART. 6. Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer injustement et abusivement l'abaissement des salaires, et suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution, sera punie d'une amende de cent francs au moins, de trois mille francs au plus; et, s'il y a lieu, d'un emprisonnement qui ne pourra excéder un mois.

(222) L. 22 germ. an XI [12 avril 1803], relative aux manufactures, fabriques et ateliers.

ART. 7. Toute coalition de la part des ouvriers pour cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans certains ateliers, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après de certaines heures, et en général pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, sera punie, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution, d'un emprisonnement qui ne pourra excéder trois mois.

8. Si les actes prévus dans l'article précédent ont été accompagnés de violences, voies de fait, attroupemens, les auteurs et complices seront punis des peines portées au Code de police correctionnelle ou au Code pénal, suivant la nature des délits.

(223) DÉCR. 19-22 juil. 1791, relatif à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle, tit. II.

ART. 39. Les marchands ou tous autres vendeurs, convaincus d'avoir trompé, soit sur le titre des matières d'or ou d'argent, soit sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, seront, ou-

mo las señaladas en el artículo anterior, por vía de policia correccional.

(220) L. 22 germinal año XI, [12 de Abril de 1803], relativa á las manufacturas y talleres.

ART. 5. La pena de la contravención á los reglamentos de administracion pública, relativos á los productos de las manufacturas francesas que se esporten al extranjero, será de una multa que no podrá exceder de tres mil francos y la confiscacion de las mercancías: ambas penas podrán ser aplicadas colectiva ó separadamente, segun las circunstancias.

(221) L. 22 germinal año XI, [12 de Abril de 1803], relativa á las manufacturas, fábricas y talleres.

ART. 6. Toda coalición entre los que proporcionan trabajo á los obreros, que tienda á forzar injusta y abusivamente la baja de salarios, y seguida de una tentativa ó principio de ejecucion, se castigará con una multa de cien francos por lo menos y de tres mil á lo mas, y si ha lugar, con una prision que no podrá exceder de un mes.

(222) L. 22 germinal año XI, [12 de Abril de 1803], relativa á las manufacturas, fábricas y talleres.

ART. 7. Toda coalición por parte de los obreros para cesar á un mismo tiempo de trabajar, interrumpir el trabajo en ciertos talleres, impedir la asistencia y permanencia en ellos antes ó después de ciertas horas, y en general, para suspender, impedir, encarecer los trabajos, será castigada, si ha habido tentativa ó principio de ejecucion, con una prision que no podrá pasar de tres meses.

8. Si los actos previstos en el artículo anterior han sido acompañados de violencias, vías de hecho ó motines, los autores y cómplices serán castigados con las penas señaladas en el Código de policia correccional ó en el penal, segun la naturaleza de los delitos.

(223) DÉCR. 19-22 de Julio de 1791, relativo á la organizacion de una policia municipal y correctional, tit. II.

ART. 39. Los comerciantes y cualesquiera otros vendedores que sean convencidos de haber engañado, sea respecto de materias de oro ó de plata, ó sea sobre la calidad de una piedra falsa vendi-

tre la confiscation des marchandises en délit, et la restitution envers l'acheteur, condamnés à une amende de mille à trois mille livres, et à un emprisonnement qui ne pourra excéder deux années. La peine sera double en cas de récidive.—Tout jugement de condamnation à la suite des délits mentionnés au présent article, sera imprimé et affiché.

(224) ANCIEN ART. 434. Quiconque aura volontairement mis le feu à des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, forêts, bois taillis, ou récoltes, soit sur pied, soit abattus, soit aussi que les bois soient en tas ou en cordes, et les récoltes en tas ou en meules, ou à des matières combustibles placées de manière à communiquer le feu à ces choses ou à l'une d'elles, sera puni de la peine de mort.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

CODE PENAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. II, sect. II.

ART. 32. Quiconque sera convaincu d'avoir, par malice ou vengeance et à dessein de nuire à autrui, mis le feu à des maisons, bâtimens, édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, forêts, bois taillis, récoltes en meules ou sur pied, ou à des matières combustibles disposées pour communiquer le feu auxdites maisons, bâtimens, édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, forêts, bois taillis, récoltes en meules ou sur pied, sera puni de mort.

(225) ANCIEN ART. 435. La peine sera la même contre ceux qui auront détruit, par l'effet d'une mine, des édifices, navires ou bateaux.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

CODE PENAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. II, sect. II.

ART. 33. Quiconque sera convaincu d'avoir détruit par l'effet d'une mine, ou disposé une mine pour détruire des bâtimens, maisons, édifices, navires ou vaisseaux, sera puni de mort.

(226) CODE PENAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. II, sect. II.

ART. 34. Quiconque sera convaincu d'avoir verbalement ou par écrits anonymes ou signés, menacé d'incendier la propriété d'autrui, quoique lesdites menaces n'aient pas été réalisées, sera puni de quatre années de fers.

da como fina, serán, además de la confiscación de las mercancías que constituyen el delito y de la restitución hácia el comprador, condenados á una multa de mil á tres mil libras, y á prision que no podrá excéder de dos años. La pena será doble en caso de reincidencia.—Toda sentencia condenatoria, á consecuencia de los delitos mencionados en el presente artículo, se imprimirá y publicará.

(224) ANTIGUO ART. 434. Cualquiera que hubiere puesto fuego voluntariamente á edificios, buques, lanchas, almacenes, depósitos de madera, selvas, montes tallares ó cosechas, ya en pié ó ya cegadas, ya tambien que las maderas estén amontonadas ó en haces y las cosechas amontonadas ó en almeares, ó á materias combustibles colocadas de manera que puedan comunicar el fuego á estas cosas ó á una de ellas, se castigará con pena de la vida.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. II, seccion II.

ART. 32. Cualquiera que fuere convencido de haber, por malicia ó venganza y con objeto de perjudicar á otro, puesto fuego á casas, fábricas, edificios, buques, lanchas, almacenes, depósitos de madera, selvas, montes tallares, cosechas en almeares ó en pié, ó á materias combustibles dispuestas para comunicar el fuego á dichas casas, fábricas, edificios, buques, lanchas, almacenes, depósitos de madera, selvas, montes tallares, cosechas en almeares ó en pié, se castigará con pena de la vida.

(225) ANTIGUO ART. 435. La pena será la misma contra los que hayan destruido por medio de una mina, edificios, buques ó lanchas.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. II, seccion II.

ART. 33. Cualquiera que sea convencido de haber destruido por medio de una mina, ó de haber dispuesto una mina para destruir fábricas, casas, edificios, buques ó embarcaciones, se castigará con la muerte.

(226) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. II, seccion II.

ART. 34. Cualquiera que sea convencido de haber verbalmente ó por medio de escritos anónimos ó firmados, amenazado incendiar la propiedad ajena, aunque dichas amenazas no se hayan realizado, se castigará con cuatro años de grillete.

NOTA. La loi du 25 frim. an VIII (art. 13) a réduit cette pénalité à un emprisonnement qui ne peut être moindre de six mois ni excéder deux ans.

L. 12 mai 1806, contenant des dispositions pénales relativement aux menaces d'incendie.

ART. 1^{er}. Tout individu qui sera convaincu d'avoir menacé, par écrit anonyme ou signé, d'incendier une habitation ou toute autre propriété si la personne ne dépose une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou ne remplit toute autre condition, et bien que les menaces n'aient point été réalisées, sera puni de vingt-quatre ans de fers, et flétri sur l'épaule gauche, de la lettre S.

(227) CODE PENAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. II, sect. II.

ART. 35. Quiconque sera convaincu d'avoir volontairement, par malice ou vengeance et à dessein de nuire à autrui, détruit ou renversé, par quelque moyen violent que ce soit, des bâtimens, maisons, édifices quelconques, digues et chaussées qui retiennent les eaux, sera puni de six années de fers; et si lesdites violences sont exercées par une ou plusieurs personnes réunies, la peine sera de neuf années de fers, sans préjudice de la peine prononcée contre l'assassinat, si quelque personne perd la vie par l'effet dudit crime.

(228) CODE PENAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. II, sect. II.

ART. 37. Quiconque, volontairement, par malice ou par vengeance, et à dessein de nuire à autrui, aura brûlé ou détruit d'une manière quelconque des titres de propriété, billets, lettres de change, quittances, écrits ou actes opérant obligation ou décharge, sera puni de la peine de quatre années de fers.

38. Lorsque ledit crime aura été commis par deux ou par plusieurs personnes réunies, la peine sera de six années de fers.

(229) CODE PENAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. II, sect. II.

ART. 39. Toute espèce de pillage et dégât de marchandises, d'effets et de propriétés mobilières commis avec attroupement et à force ouverte, sera puni de la peine de six années de fers.

NOTA. La ley de 25 frimario año VIII, (art. 13), ha reducido esta pena á una prision que no podrá ser menor de seis meses ni excéder de dos años.

L. de 12 de Mayo de 1806, que contiene disposiciones penales, relativas á las amenazas de incendio.

ART. 1^o Todo individuo que sea convencido de haber amenazado, por escrito anónimo ó firmado, incendiar una habitación ó cualquiera otra propiedad, si la persona no deposita una cantidad de dinero en un lugar indicado, ó no llena cualquiera otra condicion, aunque las amenazas no se hayan realizado, se castigará con veinte y cuatro años de grillete y se marcará en el hombro izquierdo con la letra S.

(227) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. II, seccion II.

ART. 35. Cualquiera que fuere convencido de haber, voluntariamente, por malicia ó venganza y con objeto de perjudicar á otro, destruido ó trastornado, por cualquier medio violento que sea, fábricas, casas, edificios cualesquiera, diques y calzadas que detengan las aguas, se castigará con seis años de grillete; y si dichas violencias se han ejecutado por una ó varias personas reunidas, la pena será de nueve años de grillete, sin perjuicio de la pena señalada contra el asesinato, si alguna persona pierde la vida á consecuencia de dicho crimen.

(228) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. II, seccion II.

ART. 37. Cualquiera que voluntariamente por malicia ó por venganza y con objeto de perjudicar á otro, haya quemado ó destruido de cualquiera manera que sea, títulos de propiedad, billets, letras de cambio, finiquitos, cuentas ó autos que constituyan obligacion ó descargo, será castigado con cuatro años de grillete.

38. Cuando dicho crimen hubiere sido cometido por dos ó varias personas reunidas, la pena será de seis años de grillete.

(229) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. II, seccion II.

ART. 39. Toda clase de pillaje y destruccion de mercancías, de efectos y de propiedades mobiliarias cometidas por medio de motines y á viva fuerza, se castigará con la pena de seis años de grillete.

(230) DÉCR. 28 sept.—6 oct. 1791, *concernant les biens et usages ruraux, et la police rurale, tit. II.*

ART. 29. Quiconque sera convaincu d'avoir dévasté des récoltes sur pied, ou abattu des plants venus naturellement, ou faits de main d'homme, sera puni d'une amende double du dédommagement dû au propriétaire, et d'une détention qui ne pourra excéder deux années.

(231) DÉCR. 27 sept.—6 oct. 1791, *concernant les biens et usages ruraux, et la police rurale, tit. II.*

ART. 14. Ceux qui détruiront les greffes des arbres fruitiers ou autres, et ceux qui écorceront ou couperont en tout ou en partie des arbres sur pied, qui ne leur appartiendront pas seront condamnés à une amende double du dédommagement dû au propriétaire, et à une détention de police correctionnelle qui ne pourra excéder six mois.

(232) DÉCR. 28 sept.—6 oct. 1791, *concernant les biens et usages ruraux, et la police rurale, tit. II.*

ART. 28. Si quelqu'un, avant leur maturité, coupe ou détruit de petites parties de blé en vert, ou d'autres productions de la terre, sans intention manifeste de les voler, il paiera en dédommement au propriétaire une somme égale à la valeur que l'objet aurait eue dans sa maturité: il sera condamné à une amende égale à la somme du dédommagement, et il pourra l'être à la détention de police municipale.

(233) DÉCR. 28 sept.—6 oct. 1791, *concernant les biens et usages ruraux, et la police rurale, tit. II.*

ART. 31. Toute rupture ou destruction d'instruments de l'exploitation des terres, qui aura été commise dans les champs ouverts, sera punie d'une amende égale à la somme du dédommagement dû au cultivateur, d'une détention qui ne sera jamais de moins d'un mois, et qui pourra être prolongée jusqu'à six mois, suivant la gravité des circonstances.

(234) CODE PENAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. II, sect. II.

ART. 36. Quiconque sera convaincu d'avoir, par malice ou vengeance et à dessein de nuire à autrui, empoisonné des chevaux et autres bêtes de charge, moutons, porcs, bestiaux et poissons dans des étangs, viviers ou réservoirs, sera puni de six années de fers.

(230) DÉCR. de 28 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, *que concierne á los bienes y usos rurales, y á la policía rural, tit. II.*

ART. 29. Cualquiera que sea convencido de haber devastado cosechas en pié, ó cortado plantas producidas naturalmente ó cultivadas por mano del hombre, se castigará con una multa doble de la indemnizacion debida al propietario, y con una detencion que no podrá ser mayor de dos años.

(231) DÉCR. de 28 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, *concerniente á los bienes y usos rurales, y á la policía rural, tit. II.*

ART. 14. Los que destruyeren los engertos de los árboles frutales ú otros, y los que descortezaren ó cortaren en todo ó en parte árboles en pié que no le pertenezcan, serán condenados á una multa doble de la indemnizacion debida al propietario, y á una detencion de policía correccional, que no podrá exceder de seis meses.

(232) DÉCR. de 28 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, *concerniente á los bienes y usos rurales, y á la policía rural, tit. II.*

ART. 28. Si alguno, antes de su madurez, cortare ó destruyere partes pequeñas de trigo verde ú otras producciones de la tierra, sin intencion manifesta de robarlas, pagará por indemnizacion al propietario una suma igual al valor que el objeto habria tenido en su madurez: se condenará también á una multa igual á la suma de la indemnizacion y podrá serlo á la detencion de policía municipal.

(233) DÉCR. de 28 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, *concerniente á los bienes y usos rurales, y á la policía rural, tit. II.*

ART. 31. Toda rotura ó destruccion de instrumentos para labranza de las tierras, que se hubiere cometido en campos abiertos, será castigada con una multa igual á la suma de la indemnizacion debida al cultivador, con una detencion que nunca será menor de un mes y que podrá aumentarse hasta seis meses, segun la gravedad de las circunstancias.

(234) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. II, seccion II.

ART. 36. Cualquiera que sea convencido de haber, por malicia ó venganza, y con objeto de perjudicar á otro, envenenado caballos y demas bestias de carga, carneros, cerdos, ganados y pescado en los estanques, viveros ó depósitos, se castigará con seis años de grillete.

(235) DÉCR. 28 sept.—6 oct. 1791, *concernant les biens et usages ruraux, et la police rurale, tit. II.*

ART. 30. Toute personne convaincue d'avoir, de dessein prémédité, méchamment, sur le territoire d'autrui, blessé ou tué des bestiaux ou chiens de garde, sera condamné à une amende double de la somme du dédommagement. Le délinquant pourra être détenu un mois, si l'animal n'a été que blessé, et six mois, si l'animal est mort de sa blessure ou en est resté estropié: la détention pourra être du double si le délit a été commis la nuit, ou dans une étable, ou dans un enclos rural.

(236) DÉCR. 28 sept.—6 oct. 1791, *concernant les biens et usages ruraux, et la police rurale, tit. II.*

ART. 17. Il est défendu à toute personne de recombler les fossés, de dégrader les clôtures, de couper des branches de haies vives, d'enlever des bois secs des haies, sous peine d'une amende de la valeur de trois journées de travail. Le dédommagement sera payé au propriétaire; et suivant la gravité des circonstances, la détention pourra avoir lieu, mais au plus pour un mois.

32. Quiconque aura déplacé ou supprimé des bornes, ou pieds corniers, ou autres arbres plantés ou reconnus pour établir les limites entre différents héritages, pourra, en outre du paiement du dommage et des frais de remplacement des bornes, être condamné à une amende de la valeur de douze journées de travail, et sera puni par une détention dont la durée, proportionnée à la gravité des circonstances, n'excedera pas une année. La détention cependant pourra être de deux années s'il y a transposition de bornes à fin d'usurpation.

(237) DÉCR. 28 sept.—6 oct. 1791, *concernant les biens et usages ruraux, et la police rurale, tit. II.*

ART. 15. Personne ne pourra inonder l'héritage de son voisin, ni lui transmettre volontairement les eaux d'une manière nuisible, sous peine de payer le dommage et une amende qui ne pourra excéder la somme du dédommagement.

16. Les propriétaires ou fermiers des moulins et usines construits ou à construire, seront garans de tous dommages que les eaux pourraient causer aux chemins ou aux propriétés voisines, par la trop grande élévation du déversoir ou autrement.

(235) DÉCR. de 28 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, *concerniente á los bienes y usos rurales y á la policía rural, tit. II.*

ART. 30. Toda persona convencida de haber herido ó matado ganados ó perros de guarda, intencionalmente, con premeditacion y por maldad en territorio ageno, será condenada á una multa doble de la suma de la indemnizacion. El delincuente podrá ser detenido un mes, si el animal no ha sido mas que herido y seis meses si el animal ha muerto de la herida ó quedare mutilado: la detencion podrá ser por doble tiempo si el delito se ha cometido de noche, ó en un establo ó en un cerca-do rural.

(236) DÉCR. de 28 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, *concerniente á los bienes y usos rurales y á la policía rural, tit. II.*

ART. 17. Se prohibe á toda persona cegar los fosos, deteriorar los cercados, cortar ramas de setos vivos, quitar palos secos de las cercas, so pena de una multa del valor de tres dias de trabajo. La indemnizacion se pagará al propietario; y segun la gravedad de las circunstancias, la detencion podrá tener lugar pero á lo mas por un mes.

32. Cualquiera que haya quitado ó suprimido límites ó mohoneras ú otros árboles plantados ó reconocidos para establecer los linderos entre las diversas heredades, podrá ademas del pago de perjuicios y de los gastos de reparacion de los límites, ser condenado á una multa del valor de doce jornales de trabajo, y castigado con una detencion cuya duracion proporcionada á la gravedad de las circunstancias, no excederá de un año. La detencion, sin embargo, podrá ser de dos años si ha habido trasposicion de límites, con objeto de usurpacion.

(237) DÉCR. de 28 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, *concerniente á los bienes y usos rurales y á la policía rural, tit. II.*

ART. 15. Nadie podrá inundar la heredad de su vecino, ni trasmitirle voluntariamente las aguas de una manera nociva, so pena de pagar el perjuicio y una multa que no podrá exceder del importe de la indemnizacion.

16. Los propietarios ó arrendatarios de los molinos é ingenios construidos ó por construir, serán responsables de todos los perjuicios que las aguas pudieren causar en los caminos ó en las propiedades inmediatas, por la excesiva elevacion del